

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2022/31440]

25 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 janvier 2020 fixant la politique tarifaire pour le réseau central et le réseau complémentaire et modifiant l'article 66 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 mai 2004 relatif à l'exploitation et aux tarifs de la VVM, et l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2021 relatif à l'exploitation du réseau central et du réseau complémentaire

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 26 avril 2019 relatif à l'accessibilité de base, article 36, § 1, modifié par le décret du 9 octobre 2020, § 3, et article 39.

Formalités

Les formalités suivantes ont été remplies :

- Le ministre flamand compétent pour le budget a donné son accord le 7 février 2022.

- Le Conseil d'État a donné son avis 71.054/3 le 16 mars 2022 en application de l'article 84, § 1, premier alinéa, 2° des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 janvier 2020 fixant la politique tarifaire pour le réseau central et le réseau complémentaire et modifiant l'article 66 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 mai 2004 relatif à l'exploitation et aux tarifs de la VVM*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 janvier 2020 fixant la politique tarifaire pour le réseau central et le réseau complémentaire et modifiant l'article 66 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 mai 2004 relatif à l'exploitation et aux tarifs de la VVM, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 janvier 2021, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, premier alinéa le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° un ticket, un m-ticket et un ticket SMS : 2,5 euros ; » ;

2° dans le paragraphe 2, premier alinéa le point 2° est abrogé ;

3° dans le paragraphe 2, premier alinéa les points 4° et 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 4° une m-card10 : 17 euros ou 1,70 euros par trajet ; » ;

5° une carte de ligne : 17 euros ou 1,70 euros par trajet ; » ;

4° dans le paragraphe 2, premier alinéa le montant « 1,60 euros » est remplacé par le montant « 1,70 euros » ;

5° dans le paragraphe 3, 2°, a) le montant « 339 euros » est remplacé par le montant « 351 euros » ;

6° dans le paragraphe 3, 2°, b) le montant « 132 euros » est remplacé par le montant « 135 euros » ;

7° dans le paragraphe 3, 3° le montant « 118 euros » est remplacé par le montant « 121 euros » et le montant « 299 euros » est remplacé par le montant « 311 euros ».

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2021 relatif à l'exploitation du réseau central et du réseau complémentaire*

Art. 2. L'article 12 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 décembre 2021 relatif à l'exploitation du réseau central et du réseau complémentaire, est complété par les mots « et des titres de transport intégrés ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1 avril 2022.

Art. 4. Le ministre flamand compétent pour les transports en commun est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 25 mars 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,

L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/31484]

10 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 22bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, article 63, § 1^{er}, alinéa 3, remplacé par le décret du 28 novembre 2013 et modifié par le décret du 22 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ;

Vu le rapport du 17 septembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie, donné le 26 novembre 2021 ;

Vu l'avis n°70.793/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 février 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'extension du champ d'application de l'article 63, § 1^{er}, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, telle qu'insérée par l'article 43 du décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste, qui permet la mise en œuvre d'un cadre transversal d'application des amendes fiscales pour les différentes législations wallonnes concernées à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

Sur la proposition du Ministre des Finances ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 22bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22bis. § 1^{er}. Conformément à l'article 63, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 6 mai 1999 précité, l'échelle des amendes fiscales applicable aux infractions commises à l'encontre des dispositions du décret ou d'une autre législation à laquelle le décret s'applique, est fixée comme suit :

Type d'infraction	Montant de l'amende fiscale
A. Absence de déclaration	A la première infraction 25% du montant de la taxe avec un minimum de 50 euros. A la deuxième infraction 50% du montant de la taxe avec un minimum de 125 euros. A la troisième infraction 75% du montant de la taxe avec un minimum de 250 euros. Au-delà de la troisième infraction 100% de la taxe avec un minimum de 500 euros.
B. Déclaration tardive	A la première infraction 50 euros. A la deuxième infraction 125 euros. A la troisième infraction 250 euros. Au-delà de la troisième infraction 500 euros.
C. Déclaration incorrecte ou inexacte donnant lieu à une taxation insuffisante	A la première infraction 25% du montant de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 50 euros. A la deuxième infraction 50% du montant de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 125 euros. A la troisième infraction 75% du montant de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 250 euros. Au-delà de la troisième infraction 100% du montant de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 500 euros.
D. Infraction aux conditions d'exonération, d'exemption ou de réduction de la taxe donnant lieu à une taxation insuffisante, lorsque le redevable n'est pas tenu de faire une déclaration	A la première infraction 25% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 50 euros. A la deuxième infraction 50% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 125 euros. A la troisième infraction 75% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 250 euros. Au-delà de la troisième infraction 100% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 500 euros.
E. Infraction aux règles visées aux articles 10 à 11ter du décret du 6 mai 1999 précité	A la première infraction 50 euros. A la deuxième infraction 125 euros. A la troisième infraction 250 euros. Au-delà de la troisième infraction 500 euros.
F. Infraction reprise sous A., C. ou D., commise avec intention frauduleuse ou dessin de nuire	A la première infraction 100% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 500 euros. A la deuxième infraction 150% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 1.000 euros. A la troisième infraction 200% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 2.000 euros. Au-delà de la troisième infraction 250% du montant de la taxe ou de l'insuffisance calculée de la taxe avec un minimum de 5.000 euros.

Pour la détermination du montant des amendes fiscales, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente aux trois conditions cumulatives suivantes :

1° l'infraction antérieure a déjà été notifiée au redevable au moment où l'infraction est commise ;

2° les infractions sont d'un même type ;

3° les infractions sont relatives à des taxes ayant un même fait générateur.

Par dérogation à l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte des infractions commises antérieurement si aucune d'entre elles n'a été commise lors des cinq exercices d'imposition qui précèdent l'infraction.

Les infractions de type A. et B. ne peuvent être cumulées pour une même imposition.

Il est renoncé à l'amende fiscale reprise sous A., B., C., D. ou E. pour la première infraction si le redevable est de bonne foi.

En cas de non-paiement dans les délais des taxes de circulation et de mise en circulation, une amende fiscale de 50 euros peut être appliquée à partir de la délivrance de l'avertissement-extrait de rôle.

§ 2. Conformément à l'article 63, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 6 mai 1999 précité, l'échelle des amendes fiscales applicable aux infractions commises à l'encontre des dispositions visant les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, est fixée comme suit :

Type d'infraction	Montant de l'amende fiscale
Les redevables n'utilisent pas le formulaire arrêté en vue de la déclaration	125 euros
Le redevable qui, à défaut de réception du formulaire de déclaration, s'est abstenu de le réclamer au service désigné par le Gouvernement	125 euros
Une déclaration incomplète, non certifiée exacte, non datée ou non signée	125 euros
Le redevable s'est abstenu de déclarer toute modification d'un des éléments de la déclaration	125 euros
A défaut de taxation d'office, le défaut d'envoi ou de remise de la déclaration au service désigné par le Gouvernement, sur support papier ou sous forme dématérialisée, dans le délai légal.	250 euros

Il est renoncé à l'amende fiscale pour la première infraction si le redevable est de bonne foi.

§ 3. Conformément à l'article 63, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 6 mai 1999 précité, l'échelle des amendes fiscales applicable aux infractions commises à l'encontre des dispositions visant les taxes organisées par le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, est fixée comme suit :

Type d'infraction	Montant de l'amende fiscale
Le redevable n'utilise pas le formulaire de déclaration dont le modèle est établi par le Gouvernement	125 euros
Le redevable n'ayant pas reçu le formulaire de déclaration s'est abstenu de le réclamer au service désigné par le Gouvernement pour le délivrer	125 euros
Le formulaire de déclaration n'est pas rempli conformément aux indications qui y figurent, n'est pas complet, certifié exact, daté ou signé	125 euros
Les documents ou renseignements dont la production est prévue par le formulaire de déclaration ne sont pas joints	125 euros
Le redevable s'est abstenu de déclarer toute modification d'un des éléments de la déclaration	125 euros
La déclaration n'est pas envoyée ou remise au service intéressé, sur support papier ou sous forme dématérialisée, dans le délai légal et à défaut de taxation d'office	250 euros

Il est renoncé à l'amende fiscale pour la première infraction si le redevable est de bonne foi.

§ 4. Conformément à l'article 63, § 2, 6°, du décret, l'échelle des amendes fiscales applicable aux infractions qui consistent à ne pas fournir, à fournir de manière incomplète ou à fournir tardivement des informations visées, relatives à l'échange automatique et obligatoire d'informations concernant les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, est fixée comme suit :

Type d'infraction	Montant de l'amende fiscale
A. Ne pas fournir, fournir de manière incomplète ou fournir tardivement les informations visées, sans intention frauduleuse ni à dessein de nuire :	
- 1 ^{ère} infraction	2.500 euros
- 2 ^{ème} infraction	7.500 euros
- 3 ^{ème} infraction	15.000 euros
- Au-delà de la 3 ^{ème} infraction	25.000 euros
B. Ne pas fournir, fournir de manière incomplète ou fournir tardivement les informations visées, avec intention frauduleuse ou à dessein de nuire :	

Type d'infraction	Montant de l'amende fiscale
- 1 ^{ère} infraction	5.000 euros
- 2 ^{ème} infraction	15.000 euros
- 3 ^{ème} infraction	30.000 euros
- Au-delà de la 3 ^{ème} infraction	50.000 euros

§ 5. Le service visé à l'article 63, § 2, 1^o, du décret est la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 10^{ème} jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/31484]

10. MÄRZ 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung von Artikel 22bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, Artikel 63 § 1 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 28. November 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 17. September 2021;

Aufgrund der am 8. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 28. Oktober 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 26. November 2021 abgegebenen Stellungnahme des Rates für das Steuer- und Finanzwesen der Wallonie;

Aufgrund des am 23. Februar 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 70.793/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Ausweitung des Anwendungsbereichs von Artikel 63, § 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, eingeführt durch Artikel 43 des Dekrets vom 22. Dezember 2021 mit verschiedenen Bestimmungen für eine gerechtere Besteuerung, der die Umsetzung eines transversalen Rahmens für die Anwendung von steuerrechtlichen Geldbußen für die verschiedenen betroffenen wallonischen Gesetzgebungen ab dem 1. Januar 2022 ermöglicht;

Auf Vorschlag des Ministers für Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 22bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 22bis - § 1. Gemäß Artikel 63 § 1 Absatz 3 des vorerwähnten Dekrets vom 6. Mai 1999 wird die Skala der steuerrechtlichen Geldbußen, die auf Verstöße gegen die Bestimmungen des Dekrets oder einer anderen Gesetzgebung, auf die das Dekret Anwendung findet, anwendbar ist, wie folgt festgelegt:

Art des Verstoßes	Betrag der steuerrechtlichen Geldbuße
A. Fehlende Erklärung	Beim ersten Verstoß 25% der Steuer, mindestens jedoch 50 Euro. Beim zweiten Verstoß 50% der Steuer, mindestens jedoch 125 Euro. Beim dritten Verstoß 75% der Steuer, mindestens jedoch 250 Euro. Ab dem dritten Verstoß 100% der Steuer, mindestens jedoch 500 Euro.
B. Verspätete Erklärung	50 Euro beim ersten Verstoß. 125 Euro beim zweiten Verstoß. 250 Euro beim dritten Verstoß. 500 Euro ab dem dritten Verstoß.

Art des Verstoßes	Betrag der steuerrechtlichen Geldbuße
C. Fehlerhafte oder falsche Erklärung, die zu einer unzureichenden Besteuerung führt	Beim ersten Verstoß 25% des Betrags der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 50 Euro. Beim zweiten Verstoß 50% des Betrags der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 125 Euro. Beim dritten Verstoß 75% des Betrags der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 250 Euro. Ab dem dritten Verstoß 100% des Betrags der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 500 Euro.
D. Verstoß gegen die Voraussetzungen für eine(n) Steuerbefreiung, -nachlass oder -ermäßigung, der zu einer unzureichenden Besteuerung führt, wenn der Steuerpflichtige nicht zur Abgabe einer Erklärung verpflichtet ist	Beim ersten Verstoß 25% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 50 Euro. Beim zweiten Verstoß 50% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 125 Euro. Beim dritten Verstoß 75% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 250 Euro. Ab dem dritten Verstoß 100% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 500 Euro.
E. Verstoß gegen die in Artikel 10 bis 11ter des vorerwähnten Dekrets vom 6. Mai 1999 genannten Regeln	50 Euro beim ersten Verstoß. 125 Euro beim zweiten Verstoß. 250 Euro beim dritten Verstoß. 500 Euro ab dem dritten Verstoß.
F. Unter A., C. oder D. aufgeführter Verstoß, der mit betrügerischer Absicht oder dem Vorsatz, zu schaden, begangen wurde.	Beim ersten Verstoß 100% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 500 Euro. Beim zweiten Verstoß 150% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 1.000 Euro. Beim dritten Verstoß 200% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 2.000 Euro. Ab dem dritten Verstoß 250% des Betrags der Steuer oder der berechneten unzureichenden Steuer, mindestens jedoch 5.000 Euro.

Für die Bestimmung der Höhe der steuerrechtlichen Geldbußen liegt ein zweiter oder nachfolgender Verstoß vor, falls die folgenden drei kumulativen Bedingungen erfüllt sind:

1° der frühere Verstoß wurde dem Steuerpflichtigen bereits zu dem Zeitpunkt mitgeteilt, zu dem der Verstoß begangen wird;

2° die Verstöße sind von derselben Art;

3° die Verstöße beziehen sich auf Steuern, die denselben Tatbestand erfüllen.

Abweichend vom vorstehenden Absatz werden früher begangene Verstöße nicht berücksichtigt, wenn in den fünf Steuerjahren vor dem Verstoß kein Verstoß begangen wurde.

Verstöße des Typs A. und B. können nicht für dieselbe Besteuerung kumuliert werden.

Auf das unter A., B., C., D. oder E. aufgeführte steuerrechtliche Bußgeld für den ersten Verstoß wird verzichtet, wenn der Steuerpflichtige in gutem Glauben gehandelt hat.

Bei nicht fristgerechter Zahlung der Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge und der Inbetriebsetzungssteuer kann ab dem Zeitpunkt der Ausstellung des Steuerbescheids eine steuerrechtliche Geldbuße von 50 Euro verhängt werden.

§ 2. Gemäß Artikel 63, § 1, Absatz 3 des vorerwähnten Dekrets vom 6. Mai 1999 wird die Skala der steuerrechtlichen Geldbußen, die auf Verstöße gegen die Bestimmungen anwendbar ist, die sich auf die Steuern und Beiträge zur Finanzierung der Wasserpolitik beziehen, wie folgt festgelegt:

Art des Verstoßes	Betrag der steuerrechtlichen Geldbuße
Die Steuerpflichtigen verwenden das für die Erklärung festgelegte Formular nicht.	125 Euro
Der Steuerpflichtige, der das Erklärungsformular nicht erhalten hat, hat es nicht bei der Dienststelle angefordert, die von der Regierung bezeichnet wurde.	125 Euro
Eine Erklärung, die unvollständig, nicht als richtig bescheinigt, nicht datiert oder nicht unterzeichnet ist.	125 Euro
Der Abgabepflichtige hat davon abgesehen, jede Änderung eines der Elemente der Erklärung anzumelden.	125 Euro
In Ermangelung einer Steuerveranlagung von Amts wegen, das Versäumnis, die Erklärung in Papierform oder in entmaterialisierter Form innerhalb der gesetzlichen Frist an die von der Regierung bezeichnete Dienststelle zu senden oder zu übergeben.	250 Euro

Auf das steuerrechtliche Bußgeld für den ersten Verstoß wird verzichtet, wenn der Steuerpflichtige in gutem Glauben gehandelt hat.

§ 3. Gemäß Artikel 63 § 1 Absatz 3 des vorerwähnten Dekrets vom 6. Mai 1999 wird die Skala der steuerrechtlichen Geldbußen, die auf Verstöße gegen die Bestimmungen anwendbar ist, die die durch das Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben erwähnten Besteuerungssystemen organisierten Abgaben betreffen, wie folgt festgelegt:

Art des Verstoßes	Betrag der steuerrechtlichen Geldbuße
Der Abgabepflichtige macht keinen Gebrauch vom Erklärungsformular, dessen Muster durch die Regierung festgelegt wird.	125 Euro
Der Abgabepflichtige, der das Erklärungsformular nicht erhalten hat, hat davon abgesehen, es von der Dienststelle zu verlangen, die von der Regierung zu dessen Ausstellung befugt ist.	125 Euro
Das Erklärungsformular wird nicht entsprechend den darin enthaltenen Anweisungen ausgefüllt, ist nicht vollständig, für richtig bescheinigt, datiert oder unterschrieben.	125 Euro
Die Unterlagen oder Informationen, die laut dem Erklärungsformular vorzulegen sind, werden nicht beigefügt.	125 Euro
Der Abgabepflichtige hat davon abgesehen, jede Änderung eines der Elemente der Erklärung anzumelden.	125 Euro
Die Erklärung wird nicht innerhalb der gesetzlich festgelegten Frist und in Ermangelung einer Veranlagung von Amts wegen in gedruckter oder digitaler Form der betroffenen Dienststelle zugeschickt bzw. übergeben.	250 Euro

Auf das steuerrechtliche Bußgeld für den ersten Verstoß wird verzichtet, wenn der Steuerpflichtige in gutem Glauben gehandelt hat.

§ 4. In Übereinstimmung mit Artikel 63 § 2 Ziffer 6 des Dekrets wird die Skala der steuerrechtlichen Geldbußen für Verstöße, die darin bestehen, Informationen im Bereich des verpflichteten automatischen Informationsaustauschs im Bereich der Besteuerung über meldepflichtige grenzüberschreitende Gestaltungen, nicht, unvollständig oder verspätet bereitzustellen, wie folgt festgelegt:

Art des Verstoßes	Betrag der steuerrechtlichen Geldbuße
A. Die genannten Informationen nicht bzw. unvollständig bzw. verspätet mitteilen, ohne betrügerische Absicht noch Absicht, zu schaden:	
- 1. Verstoß:	2.500 Euro
- 2. Verstoß:	7.500 Euro
- 3. Verstoß:	15.000 Euro
- Ab dem 3. Verstoß:	25.000 Euro
B. Die genannten Informationen nicht bzw. unvollständig bzw. verspätet mitteilen, mit betrügerischer Absicht oder mit der Absicht, zu schaden:	
- 1. Verstoß:	5.000 Euro
- 2. Verstoß:	15.000 Euro
- 3. Verstoß:	30.000 Euro
- Ab dem 3. Verstoß:	50.000 Euro

“§ 5. Der in Artikel 63 § 2 Ziffer 1 des Dekrets erwähnte Dienst ist die Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.”.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am zehnten Tag nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 3 - Der Minister für Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/31484]

10 MAART 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 22bis van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, artikel 63, § 1, derde lid, vervangen bij het decreet van 28 november 2013 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het verslag van 17 september 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 oktober 2021;

Gelet op het advies van de "Conseil de la Fiscalité et des Finances de Wallonie" (Raad van de fiscaliteit en de financiën van Wallonië), gegeven op 26 november 2021;

Gelet op advies nr. 70.793/4 van de Raad van State, gegeven op 23 februari 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de uitbreiding van het toepassingsgebied van artikel 63, § 1, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, zoals ingevoegd bij artikel 43 van het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting, waardoor vanaf 1 januari 2022 een transversaal kader voor de toepassing van fiscale boetes voor de verschillende betrokken Waalse wetgevingen kan worden ingevoerd;

Op de voordracht van de Minister van Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 22bis van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019, wordt vervangen als volgt:

Art. 22bis. § 1. Overeenkomstig artikel 63, § 1, derde lid, van voornoemd decreet van 6 mei 1999 wordt de schaal van de fiscale geldboetes die van toepassing zijn op overtredingen van de bepalingen van het decreet of van andere wetgeving waarop het decreet van toepassing is, als volgt vastgesteld:

Type overtreding	Bedrag van de fiscale boete
A. Uitblijven van aangifte	Bij de eerste overtreding 25% van het bedrag van de belasting met een minimum van 50 euro. Bij de tweede overtreding 50% van het bedrag van de belasting met een minimum van 125 euro. Op de derde overtreding 75% van het bedrag van de belasting met een minimum van 250 euro. Na de derde overtreding 100% van de belasting met een minimum van 500 euro.
B. Laattijdige aangifte	Bij de eerste overtreding 50 euro. Voor de tweede overtreding 125 euro. Bij de derde overtreding 250 euro. Na de derde overtreding 500 euro.
C. Onjuiste of onnauwkeurige aangifte die leidt tot ontoereikende belasting	Bij de eerste overtreding 25% van het bedrag van het berekende belastingtekort met een minimum van 50 euro. Bij de tweede overtreding 50% van het bedrag van het berekende belastingtekort met een minimum van 125 euro. Bij de derde overtreding 75% van het bedrag van het berekende belastingtekort met een minimum van 250 euro. Na de derde overtreding 100% van het bedrag van de berekende belastingachterstand met een minimum van 500 euro.
D. Overtreding van de voorwaarden voor vrijstelling, ontheffing of vermindering van belasting, waardoor te weinig belasting wordt geheven, wanneer de belastingplichtige geen aangifte behoeft te doen	Bij de eerste overtreding 25% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 50 euro. Bij de tweede overtreding 50% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 125 euro. Bij de derde overtreding 75% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 250 euro. Na de derde overtreding 100% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 500 euro.
E. Overtreding van de regels bedoeld in de artikelen 10 tot en met 11 ter van voornoemd decreet van 6 mei 1999	Bij de eerste overtreding 50 euro. Voor de tweede overtreding 125 euro. Bij de derde overtreding 250 euro. Na de derde overtreding 500 euro.

Type overtreding	Bedrag van de fiscale boete
F. Overtreding als bedoeld onder A., C. of D., begaan met bedrieglijk opzet of oogmerk om schade toe te brengen	Bij de eerste overtreding 100% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 500 euro. Bij de tweede overtreding 150% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 1.000 euro. Bij de derde overtreding 200% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 2.000 euro. Na de derde overtreding 250% van het bedrag van de belasting of het berekende tekort van de belasting met een minimum van 5.000 euro.

Voor de vaststelling van het bedrag van de fiscale boetes wordt een tweede of volgende overtreding geacht aanwezig te zijn indien aan de volgende drie cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° de vorige overtreding is reeds aan de belastingplichtige meegedeeld op het tijdstip waarop de overtreding wordt begaan;

2° de overtredingen zijn van dezelfde aard;

3° de overtredingen hebben betrekking op belastingen met hetzelfde belastbare feit.

In afwijking van het voorgaande lid wordt geen rekening gehouden met eerdere overtredingen indien geen van die overtredingen is begaan in de vijf belastingjaren die aan het strafbare feit voorafgaan.

Type A. en type B. overtredingen kunnen niet worden gecumuleerd voor dezelfde belasting.

De onder A., B., C., D. of E. vermelde fiscale boete wordt kwijtgescholden voor de eerste overtreding indien de belastingplichtige te goeder trouw is.

Bij niet tijdige betaling van de verkeersbelasting of de inverteersstellingsbelasting kan een fiscale boete van 50 euro worden opgelegd vanaf het tijdstip van afgifte van het aanslagbiljet.

§ 1. Overeenkomstig artikel 63, § 1, derde lid, van het voornoemde decreet van 6 mei 1999 wordt het tarief van de fiscale geldboetes die van toepassing zijn op overtredingen van de bepalingen inzake belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid, als volgt vastgesteld:

Type overtreding	Bedrag van de fiscale boete
De belastingplichtigen gebruiken niet het voor de aangifte verstrekte formulier	125 euro
De belastingplichtige die het aangifteformulier niet heeft ontvangen heeft het niet opgeëist bij de dienst die de Regering heeft aangewezen.	125 euro
Een onvolledige aangifte, niet voor eensluidend verklaard, niet gedagtekend of niet ondertekend	125 euro
De belastingplichtige heeft enige wijziging in één van de gegevens van zijn aangifte niet aangegeven.	125 euro
Bij gebrek aan taxatie ambtshalve, het niet verzenden of niet overmaken van de aangifte aan de door de Regering aangewezen dienst, op papieren drager of in elektronische vorm, binnen de wettelijke termijn	250 euro

De fiscale boete wordt kwijtgescholden voor de eerste overtreding indien de belastingplichtige te goeder trouw is.

§ 3. Overeenkomstig artikel 63, § 1, derde lid, van voormeld decreet van 6 mei 1999 wordt het tarief van de fiscale geldboetes van toepassing op de overtredingen van de bepalingen inzake de belastingen georganiseerd door het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, als volgt vastgesteld:

Type overtreding	Bedrag van de fiscale boete
De belastingplichtige maakt geen gebruik van het type aangifteformulier dat door de Regering is vastgesteld	125 euro
De belastingplichtige die het formulier niet heeft ontvangen heeft het niet opgeëist bij de dienst die de Regering heeft aangewezen om het aangifteformulier af te leveren.	125 euro
Het aangifteformulier is niet ingevuld overeenkomstig de erop vermelde aanwijzingen, is onvolledig, niet voor waar verklaard, gedagtekend of ondertekend.	125 euro
De documenten of inlichtingen die zoals voorzien bij het aangifteformulier voorgelegd moeten worden, zijn niet bijgevoegd.	125 euro
De belastingplichtige heeft enige wijziging in één van de gegevens van zijn aangifte niet aangegeven.	125 euro
De aangifte is niet verstuurd of bij betrokken dienst ingediend op een papieren informatiedrager of in een gedematerialiseerde vorm, binnen de wettelijke termijn of bij gebreke van belasting van ambtswege.	250 euro

De fiscale boete wordt kwijtgescholden voor de eerste overtreding indien de belastingplichtige te goeder trouw is.

Overeenkomstig artikel 63, lid 2, punt 6, van het decreet wordt de schaal van fiscale geldboetes die van toepassing zijn op overtredingen waarbij er geen informatie, onvolledige informatie of laattijdige informatie verstrekt wordt, wat betreft de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied met betrekking tot meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies, als volgt vastgesteld:

Type overtreding		Bedrag van de fiscale boete
A.	Geen informatie, onvolledige informatie of laattijdige informatie verstrekken, zonder bedrieglijk opzet of zonder het oogmerk om te schaden.	
	- 1ste overtreding	2.500 euro
	- 2e overtreding	7.500 euro
	- 3e overtreding	15.000 euro
	- Na de 3e overtreding	25.000 euro
B.	Geen informatie, onvolledige informatie of laattijdige informatie verstrekken, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden.	
	- 1ste overtreding	5.000 euro
	- 2e overtreding	15.000 euro
	- 3e overtreding	30.000 euro
	- Na de 3e overtreding	50.000 euro

§ 5. De dienst bedoeld in artikel 63, § 2, 1^o, van het decreet is de Directie Financiële en Economische Instrumenten van het Departement Bodems en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu.”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de 10de dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/31486]

17 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon abrogeant la partie du périmètre de réservation destinée à réserver les espaces nécessaires à la réalisation du contournement sud d’Arlon inscrite en surimpression de la N852 - Rue de Lorraine à Arlon (planche 68/8)

Le Gouvernement wallon,

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par l’arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2021 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), article D.II.43 ;

Vu l’arrêté royal du 27 mars 1979 établissant le plan de secteur du Sud-Luxembourg et ses révisions ultérieures ;

Considérant la déclaration de politique régionale 2019-2024, approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019 ;

Considérant que l’article D.II.21, § 1^{er}, du CoDT précise que : « le plan de secteur comporte :

(...) 2^o le tracé existant et projeté, ou le périmètre de réservation qui en tient lieu, du réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides, à l’exception de l’eau, et d’énergie.

Par périmètre de réservation, on entend la partie de territoire qui réserve les espaces nécessaires à la réalisation, la protection ou le maintien d’infrastructures de communication ou de transport de fluides et d’énergie. Les actes et travaux soumis à permis peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières.

Le Gouvernement peut définir le réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d’énergie visés à l’alinéa 1^{er}, 2^o » ;

Considérant que lors de l’établissement du projet de plan de secteur du Sud-Luxembourg arrêté provisoirement le 16 juillet 1974, le projet de contournement d’Arlon a été inscrit en voirie en projet accompagnée d’un périmètre de réservation ;